

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Josée Fournier, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature  Date 7 juillet 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
Ville de Lachute

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Ville de Lachute (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lachute au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public (appelés collectivement les "états financiers consolidés").

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Ville et les partenariats auxquels la Ville participe n'ont pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'ont pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'ont pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers consolidés, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comme notre prédécesseur l'avait fait pour les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - informations financières comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers consolidés, qui indique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été retraitées. Les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (avant les ajustements effectués aux fins du retraitement de certaines informations comparatives décrits à la note 24) ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé, en date du 2 juillet 2024, une opinion avec réserve en raison des éléments décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve ». Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23. Elles portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l. ¹

Laval, le 7 juillet 2025

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A136298

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	25 213 500	25 099 957	24 171 851
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 435 300	1 444 293	1 374 947
Quotes-parts	3			
Transferts	4	7 538 509	2 527 756	5 321 566
Services rendus	5	1 467 203	1 947 266	1 569 995
Imposition de droits	6	958 000	2 483 530	1 486 815
Amendes et pénalités	7	428 100	414 015	390 018
Revenus de placements de portefeuille	8		198 343	287 435
Autres revenus d'intérêts	9	228 700	310 611	275 666
Autres revenus	10	733 100	802 276	923 134
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		(102 174)	(312 776)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	38 002 412	35 125 873	35 488 651
Charges				
Administration générale	14	6 287 053	4 906 058	4 575 369
Sécurité publique	15	5 536 994	5 492 668	4 523 976
Transport	16	7 563 963	7 095 394	7 369 340
Hygiène du milieu	17	7 112 713	7 969 483	7 239 885
Santé et bien-être	18	98 737	98 525	93 462
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 288 784	1 087 034	1 260 431
Loisirs et culture	20	5 234 772	5 534 356	4 583 354
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 508 242	1 346 265	1 250 565
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	34 631 258	33 529 783	30 896 382
Excédent (déficit) lié aux activités	25	3 371 154	1 596 090	4 592 269
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		77 002 202	75 075 602
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		2 665 669	
Solde redressé	28		79 667 871	75 075 602
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		81 263 961	79 667 871

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 503 406	4 515 945
Débiteurs (note 5)	2	19 674 687	20 923 771
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	284 274	279 931
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	4 394 568	4 496 742
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	28 856 935	30 216 389
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 584 305	5 653 677
Revenus reportés (note 11)	12	1 247 258	1 251 907
Dette à long terme (note 12)	13	42 333 927	43 455 047
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	450 000	450 000
	16	50 615 490	50 810 631
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(21 758 555)	(20 594 242)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	101 573 580	98 766 899
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	611 433	611 433
Stocks de fournitures	20	544 665	566 722
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	292 838	317 059
	23	103 022 516	100 262 113
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	81 263 961	79 667 871
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	81 263 961	79 667 871
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	81 263 961	79 667 871
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 371 154	1 596 090	4 592 269
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	7 942 206)	5 713 372)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		5 135 525	5 100 571
(Gain) perte sur cession	5			(1 964)
Réduction de valeur / Reclassement	6			302
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 806 681)	(614 463)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(62 500)
Variation des stocks de fournitures	10		22 057	(70 600)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		24 221	(36 858)
	13		46 278	(169 958)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 371 154	(1 164 313)	3 807 848
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(23 259 911)	(24 402 090)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		2 665 669	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(20 594 242)	(24 402 090)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(21 758 555)	(20 594 242)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 596 090	4 592 269
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 135 525	5 100 571
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession immo	3.1		(1 964)
▪ Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	3.2	102 174	312 776
▪ Autres	3.3		302
	4	6 833 789	10 003 954
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	1 249 084	(3 780 926)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	930 628	23 396
Revenus reportés	8	(4 649)	203 064
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		(62 500)
Stocks de fournitures	11	22 057	(70 600)
Autres actifs non financiers	12	24 221	(36 857)
	13	9 055 130	6 279 531
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(7 942 206)	(5 713 372)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(7 942 206)	(5 713 372)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	98 507)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(4 343)	()
Cession	22		111 288
	23	(4 343)	12 781
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 558 600	3 040 100
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 716 750)	(3 804 713)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	37 030	40 601
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 121 120)	(724 012)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(12 539)	(145 072)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 515 945	4 661 017
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	4 515 945	4 661 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 503 406	4 515 945

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
		Redressé note 24
Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lachute (ci-après la "Ville") est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les partenariats auxquels elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les partenariats.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées:

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie d'assainissement des eaux usée de Chatham/Lachute (RAEUCL) pour l'exercice est de 90,03 % (89,85% en 2023), faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 90,26 % en début d'exercice à 90,65 % à la fin de l'exercice.

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un partenariat commercial qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La quote-part de la Ville de Lachute dans la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est de 49,05 % (49,05 % en 2023) et elle est calculée à partir de l'excédent accumulé de la Régie. Celle-ci est comptabilisée à l'actif financier, à l'état consolidé de la situation financière, dans les participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux. La variation annuelle de cette quote-part est présentée à l'état consolidé des résultats, dans la quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux.

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise. Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût,
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans
 Bâtiments : 40 ans
 Véhicules : 10 et 20 ans
 Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans
 Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
 Terrains : non amortis

Les immobilisations corporelles en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Constatation des autres revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent. Tous les revenus sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est à peu près impossible de les estimer.

Les produits provenant d'opérations assorties d'obligations de prestation sont constatés lorsque la Ville s'acquitte d'une obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis à un payeur. L'obligation de prestation est évaluée comme étant satisfaite soit sur une période donnée, soit à un moment donné.

La Ville comptabilise les entrées de fonds affectées à l'externe à titre de revenus dans la période où les ressources sont utilisées aux fins précisées conformément à un accord ou à une loi. Jusqu'à ce moment, la Ville enregistre des revenus reportés affectés par l'externe. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Taxes et compensations tenant lieu de taxes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles. Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement. Les taxes et compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Services rendus

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Imposition de droits

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les permis sont constatés progressivement lorsque le contrôle des avantages associés aux biens ou services passe au payeur.

Amendes et pénalités

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'un plaidoyer de culpabilité est signifié, lorsque le délai de contestation est échu ou lorsqu'un jugement de la cour devient exécutoire

Autres revenus

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu des opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

Renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

La part des frais d'émission de la dette à long terme financés à long terme et inscrits à titre de frais reportés, qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement, sont amortis et passés en charges sur la durée de la dette correspondante.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes municipales à recevoir, taxes à la consommation, mutations, amendes et pénalités à recevoir et subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, retenues et dépôts de garanties et provisions et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Produits (chapitre SP 3400)

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément.

Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 503 406	4 515 945
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
■	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 503 406	4 515 945
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 503 406	4 515 945
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	954 997	1 189 534
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent les soldes bancaires reliés au fonds de roulement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 612 742	2 639 535
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	13 164 206	13 566 219
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 264 081	3 135 608
Organismes municipaux	13	557 992	353 468
Autres			
▪ Amendes et frais à recevoir	14.1	582 053	548 555
▪ Mutations, assurances et autres	14.2	1 493 613	680 386
	15	19 674 687	20 923 771
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 774 736	5 155 166
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 774 736	5 155 166
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	1 143 401	1 145 894
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 198 517	1 433 200
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	7 339 825	7 513 455
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 087 769	1 304 677
Ministère de la Culture et des Communications	25	2 043 316	1 595 518
Autres ministères/organismes	26	1 494 779	1 719 369
	27	13 164 206	13 566 219

Note

Les débiteurs du gouvernement du Québec et du Canada sont redressés pour l'exercice 2023, voir détail du redressement à la note 24.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	284 274	279 931
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	284 274	279 931
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'emprunts temporaires autorisés totalisant un maximum de 20 256 321 \$, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière de 5,45 % (7,20 % au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, les emprunts temporaires utilisés se chiffrent à 0 \$ (0 \$ au 31 décembre 2023).

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 490 587	2 821 305
Salaires et avantages sociaux	44	331 810	254 519
Dépôts et retenues de garantie	45	827 316	909 407
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	1 321 000	404 515
▪ Gouvernement du Québec	47.2	56 762	37 857
▪ Intérêts courus	47.3	273 324	267 413
▪ Vacances courues	47.4	612 639	580 880
▪ Autres	47.5	670 867	377 781
	48	6 584 305	5 653 677

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	659 795	617 065
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	104 825	33 045
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	215 968	305 329
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Transferts	62.1	13 699	31 415
▪ Autres	62.2	252 971	265 053
	63	1 247 258	1 251 907

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	5,70	2025	2029	64	42 631 493	43 789 643
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	42 631 493	43 789 643
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(297 566)	(334 596)
					72	42 333 927	43 455 047

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		7 845 877			7 845 877
2026	74		9 892 662			9 892 662
2027	75		10 631 378			10 631 378
2028	76		7 179 003			7 179 003
2029	77		7 082 573			7 082 573
2030 et plus	78					
	79		42 631 493			42 631 493
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		42 631 493			42 631 493

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	565 536	509 458
Autres régimes (REER et autres)	88	21 919	59 146
Régimes de retraite des élus municipaux	89	29 583	30 256
	90	617 038	598 860

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	450 000	450 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94	450 000	450 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	46 133 288	1 128 378		47 261 666
Eaux usées	102	49 745 714	1 722 997		51 468 711
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	47 331 716	2 655 666		49 987 382
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	104.1	14 250 372	292 545		14 542 917
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	10 347 670	820 839		11 168 509
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 084 653	724 864		7 809 517
Ameublement et équipement de bureau	109	1 248 417	48 919		1 297 336
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 837 843	511 618		6 349 461
Terrains	111	4 010 105	36 380		4 046 485
Autres	112	6 768			6 768
	113	185 996 546	7 942 206		193 938 752
Immobilisations en cours	114	6 410 080			6 410 080
	115	192 406 626	7 942 206		200 348 832
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	21 998 793	955 566		22 954 359
Eaux usées	117	24 071 986	1 086 603		25 158 589
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	25 784 268	1 572 040		27 356 308
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	119.1	8 222 500	471 744		8 694 244
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 428 034	250 232		5 678 266
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 540 395	373 249		3 913 644
Ameublement et équipement de bureau	124	1 100 123	60 565		1 160 688
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 486 860	365 526		3 852 386
Autres	126	6 768			6 768
	127	93 639 727	5 135 525		98 775 252
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	98 766 899			101 573 580
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	421 348	421 348
Autres	134	190 085	190 085
	135	611 433	611 433
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	611 433	611 433

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	226 203	257 146
▪ Immatriculations	143.2	22 026	10 839
▪ Divers	143.3	44 609	49 074
Autres			
▪	144.1		
	145	292 838	317 059

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville de Lachute est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels, de déneigement, de frais d'évaluation foncière, de laboratoire et autres obligations s s'élève à 5 137 589 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2025 - 3 068 830 \$
 2026 - 984 965 \$
 2027 - 928 569 \$
 2028 - 115 625 \$
 2029 et + 39 600 \$

De plus, la Ville de Lachute s'est engagée, en vertu de contrats de location d'équipement, à verser des loyers totalisant 22 610 \$ pour les années 2025 et 2026.

Finalement, la Ville a signé des ententes totalisant environ 470 000 \$ en vue de la réalisation de travaux d'immobilisations prévus pour l'exercice 2025.

Office municipal d'habitation de Lachute

L'Office municipal d'habitation de Lachute (OMHL), la Ville de Lachute et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Ville de Lachute contribue à 10 % au déficit d'exploitation. Au 1er janvier 2021, l'Office municipal d'habitation de Lachute et l'Office municipal de Saint-André d'Argenteuil ont fusionné, menant ainsi à la constitution de l'Office régional d'habitation d'Argenteuil (ORHA). À compter du 1er janvier 2021, la Ville de Lachute contribue à la hauteur de 5 % du déficit d'exploitation de l'ORHA.

20. Droits contractuels

La Ville de Lachute a conclu des contrats de location de terrains, d'espaces sur des tours de télécommunication pour des antennes et autres ententes, échéant à différentes date jusqu'en 2029, prévoyant la perception de sommes totalisant 176 370 \$. Les revenus de location et de compensation financière à percevoir au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2025 - 41 632 \$
 2026 - 41 992 \$
 2027 - 30 572 \$
 2028 - 30 913 \$
 2029 - 31 261 \$

21. Passifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses réclamations. De l'avis de la direction, la situation financière de la Ville n'est pas susceptible d'être affectée de manière importante. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Ville a découvert que les revenus de transferts d'investissement à l'état consolidé des résultats (S7) et dans les renseignements complémentaires - informations sectorielles consolidés (S12, S13, S14) de l'exercice précédent sont sous-évalués. En effet, des paiements de transfert concernant des travaux effectués en 2023 n'ont pas été constatés dans les livres au 31 décembre 2023, et donc la Ville a procédé à un redressement.

En conséquence, l'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 :

État consolidé des résultats (page S7)

Transferts	2 665 669 \$
------------	--------------

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

État consolidé de la situation financière (page S8)

Débiteurs	2 665 669 \$
Excédent (déficit) accumulé	2 665 669 \$

Résultats détaillés par organismes (page S12)

Transferts - Investissement	2 665 669 \$
-----------------------------	--------------

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes (page S14)

Revenus d'investissements	2 665 669 \$
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	2 665 669 \$

Situation financière par organismes (page S15)

Débiteurs	2 665 669 \$
Financement des investissements en cours	2 665 669 \$

Excédent (déficit) accumulé (page S23)

Financement des investissements en cours	2 665 669 \$
--	--------------

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ces activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et les équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières reconnues ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne déteint aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	209 111\$	116 069 \$
En souffrance de plus de 6 mois	55 042 \$	67 654 \$
Moins provision pour mauvaises créances	(19 095 \$)	(36 177 \$)
Total	245 058 \$	147 546 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts	—		—		—		—		—
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	6 310 981 \$		—		—		—		6 310 981 \$
Intérêts courus à payer	273 324 \$		—		—		—		273 324 \$
Dettes	7 845 877 \$		27 703 043 \$		7 082 573 \$		—		42 631 493 \$
	14 430 182 \$		27 703 043 \$		7 082 573 \$		—		49 215 798 \$

2023

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts	—		—		—		—		—
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 744 270 \$		—		—		—		4 744 270 \$
Intérêts courus à payer	267 413 \$		—		—		—		267 413 \$
Dettes	4 422 121 \$		12 715 161 \$		8 157 587 \$		18 494 774 \$		43 789 643 \$
	9 433 804 \$		12 715 161 \$		8 157 587 \$		18 494 774 \$		48 801 326 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix courant. Le risque de marché comprend la risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixes sont la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et les placements de portefeuille.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

27. Événements postérieurs à la date du bilan

Après la fin d'exercice, la Ville a signé un contrat de plus de 12 500 000 \$ avec un contracteur pour le projet de transformation de l'Église Unie en bibliothèque municipale.

28. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24					
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	24 171 851	25 173 500	25 099 957			25 099 957
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 374 947	1 435 300	1 444 293			1 444 293
Quotes-parts	3					1 235 621	
Transferts	4	913 607	1 597 200	1 994 580		49	1 994 629
Services rendus	5	2 480 022	2 385 400	2 899 409			1 947 266
Imposition de droits	6	1 486 815	958 000	2 483 530			2 483 530
Amendes et pénalités	7	390 018	428 100	414 015			414 015
Revenus de placements de portefeuille	8	287 435		198 343			198 343
Autres revenus d'intérêts	9	275 666	228 700	310 611			310 611
Autres revenus	10	756 287	233 100	457 548			457 548
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	32 136 648	32 439 300	35 302 286		1 235 670	34 350 192
Investissement							
Taxes	13		40 000				
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 407 668	5 917 000	533 127			533 127
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	104 347	500 000	99 913			99 913
Autres	18	62 500		244 815			244 815
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(312 776)		(102 174)			(102 174)
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	4 261 739	6 457 000	775 681			775 681
	22	36 398 387	38 896 300	36 077 967		1 235 670	35 125 873
Charges							
Administration générale	23	4 517 938	6 127 704	4 853 167	113 874		4 906 058
Sécurité publique	24	4 261 523	5 314 581	5 219 757	272 911		5 492 668
Transport	25	5 261 863	5 497 930	4 938 616	2 156 778		7 095 394
Hygiène du milieu	26	6 208 135	6 574 493	6 986 237	1 755 079	1 354 948	7 969 483
Santé et bien-être	27	93 462	98 737	98 525			98 525
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 254 785	1 282 440	1 081 388	5 646		1 087 034
Loisirs et culture	29	4 135 785	4 761 215	5 068 194	466 162		5 534 356
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 207 518	1 423 700	1 307 221		39 044	1 346 265
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 686 299	4 657 276	4 770 450	(4 770 450)		
	34	31 627 308	35 738 076	34 323 555		1 393 992	33 529 783
Excédent (déficit) lié aux activités	35	4 771 079	3 158 224	1 754 412		(158 322)	1 596 090

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023 Administration municipale Redressé note 24	Budget 2024 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 771 079	3 158 224	1 754 412	(158 322)	1 596 090
Moins : revenus d'investissement	2	(4 261 739)	(6 457 000)	(775 681)	()	(775 681)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	509 340	(3 298 776)	978 731	(158 322)	820 409
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 686 299	4 657 276	4 770 450	365 075	5 135 525
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6	(1 964)				
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 684 335	4 657 276	4 770 450	365 075	5 135 525
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	424 064		97 831		97 831
	15	424 064		97 831		97 831
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	30 000				
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 060 200)	(2 840 800)	(3 093 100)	(206 844)	(3 299 944)
	18	(3 030 200)	(2 840 800)	(3 093 100)	(206 844)	(3 299 944)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(589 389)	(98 600)	(39 867)	(723)	(39 144)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			95 000		95 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 065 823	1 952 200	2 199 072		2 199 072
Réserves financières et fonds réservés	22	(616 803)	(371 300)	(398 588)	(2 847)	(401 435)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				10 817	10 817
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	859 631	1 482 300	1 855 617	8 693	1 864 310
	26	2 937 830	3 298 776	3 630 798	166 924	3 797 722
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 447 170		4 609 529	8 602	4 618 131

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
Revenus d'investissement	1	4 261 739	775 681		775 681
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	33 387)(	70 632)(	) (	70 632)
Sécurité publique	3 (	872 160)(	457 139)(	) (	457 139)
Transport	4 (	2 283 644)(	3 910 163)(	) (	3 910 163)
Hygiène du milieu	5 (	2 223 076)(	2 470 512)(	40 592)(	2 511 104)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	63 876)(	62 745)(	) (	62 745)
Loisirs et culture	8 (	234 463)(	930 423)(	) (	930 423)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	5 710 606)(	7 901 614)(	40 592)(	7 942 206)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	62 500)(	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	98 507)(	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 010 100	1 508 600		1 508 600
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	589 389	39 867	(723)	39 144
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	28 000			
Excédent de fonctionnement affecté	17		500 000		500 000
Réserves financières et fonds réservés	18	861 704	480 603		480 603
	19	1 479 093	1 020 470	(723)	1 019 747
	20	(1 382 420)	(5 372 544)	(41 315)	(5 413 859)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 879 319	(4 596 863)	(41 315)	(4 638 178)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 963 931	4 109 336	394 070	4 503 406
Débiteurs (note 5)	2	21 067 039	19 677 329	3 985	19 674 687
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	279 931	284 274		284 274
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	4 496 742	4 394 568		4 394 568
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	29 807 643	28 465 507	398 055	28 856 935
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 633 584	6 523 073	67 859	6 584 305
Revenus reportés (note 11)	12	1 251 907	1 247 258		1 247 258
Dettes à long terme (note 12)	13	41 701 433	40 790 977	1 542 950	42 333 927
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	450 000	450 000		450 000
	16	49 036 924	49 011 308	1 610 809	50 615 490
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 229 281)	(20 545 801)	(1 212 754)	(21 758 555)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	91 944 485	95 075 649	6 497 931	101 573 580
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	611 433	611 433		611 433
Stocks de fournitures	20	566 722	544 665		544 665
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	317 059	278 884	13 954	292 838
	23	93 439 699	96 510 631	6 511 885	103 022 516
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	7 721 478	9 238 704	74 963	9 313 667
Excédent de fonctionnement affecté	25	3 351 723	3 649 955		3 649 955
Réserves financières et fonds réservés	26	1 664 634	2 034 373	425 358	2 459 731
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	3 161 000) (	2 692 300) (	1 339 065) (	4 031 365)
Financement des investissements en cours	28	1 108 192	(3 940 424)	(146 628)	(4 087 052)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	63 525 391	67 674 522	6 284 503	73 959 025
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	74 210 418	75 964 830	5 299 131	81 263 961
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	11 084 000	10 549 481	10 558 946	9 494 905
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 354 700	2 037 085	2 038 775	1 896 359
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	12 608 800	11 859 022	11 885 597	11 086 209
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 174 700	1 097 492	1 136 487	1 048 678
D'autres organismes municipaux	10			49	291
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	248 800	209 833	209 833	183 001
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		(104)	(104)	18 595
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 139 100	3 123 316	1 887 695	1 656 860
Transferts	15	183 000	182 980	182 980	
Autres	16	202 500	429 188	429 188	131 184
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				299 240
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 657 276	4 770 450	5 135 525	5 100 570
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances	21.1	80 200	49 132	49 132	(33 065)
▪ Réclamations dommages	21.2	5 000	15 680	15 680	10 914
▪ Autres	21.3				2 641
	22	35 738 076	34 323 555	33 529 783	30 896 382

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 313 667	7 797 620
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 649 955	3 351 723
Réserves financières et fonds réservés	3	2 459 731	2 088 182
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	4 031 365)(	4 641 984)
Financement des investissements en cours	5	(4 087 052)	1 002 880
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	73 959 025	70 069 450
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	81 263 961	79 667 871

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	9 238 704	7 721 478
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	74 963	76 142
	11	9 313 667	7 797 620

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget 2024	12.1	2 066 700	1 593 000
▪ Prog. économie d'eau potable	12.2	167 366	184 103
▪ Développement parcs industriels	12.3	360 171	447 171
▪ Engagements	12.4	24 320	59 628
▪ Covid-19 (exercice suivant)	12.5		62 700
▪ Mandat d'évaluation	12.6	486 785	602 195
▪ Études&avants-projets rég.emp.	12.7	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	12.8		19 090
▪ Équipement parcs, signalisation et plantation arbres	12.9	108 051	197 274
▪ Déneigement	12.10	100 000	
▪ Intervention incendie	12.11	50 000	
▪ Prévoyance	12.12	100 000	
	13	3 649 955	3 351 723
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	3 649 955	3 351 723

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	1 134 476	1 246 491
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	689 897	238 143
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26	425 358	423 548
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	210 000	180 000
Autres			
▪	30.1		
	31	2 459 731	2 088 182
	32	2 459 731	2 088 182

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	450 000)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	450 000)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪ Programme Rénovation Québec	55.1 (	378 100)(
▪ Autres activités	55.2 (	3 203 265)(
	56 (	3 581 365)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	4 031 365)(
		4 641 984)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	1 804 199	4 510 104
Investissements à financer	65 (	5 891 251)(	3 507 224)
	66	(4 087 052)	1 002 880
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	101 573 580	98 766 899
Propriétés destinées à la revente	68	611 433	611 433
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	284 274	279 931
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	4 394 568	4 496 742
	72	106 863 855	104 155 005
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	106 863 855	104 155 005
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	42 333 927)(	43 455 047)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	297 566)(	334 596)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	6 145 299	5 512 104
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	3 581 364	4 191 984
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	32 904 830)(	34 085 555)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	32 904 830)(	34 085 555)
	83	73 959 025	70 069 450

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

104

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé subséquemment par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5, 2016-643-6, 2017-643-7 et 2020-643-8.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 7,5% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 7% du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- admissibilité à 700h : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

Pompiers : Le régime prévoit des contributions de 2,5 % du salaire annuel de base des membres

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 7,5 % du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit à 8% sur la base des heures rémunérées au taux régulier.

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- admissibilité à 700h : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

Pompiers : La contribution de l'employeur est de 2,5%

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	565 536	509 458
	110	565 536	509 458

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 9 646 \$ (7 579 \$ en 2023) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2024 s'établit à 33 425 \$ (23 779 \$ en 2023).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de 12 273 \$ (51 567 \$ en 2023) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2024 s'établit à 365 176 \$ (343 144 \$ en 2023)

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115	21 919	59 146
	116	21 919	59 146

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	7 530	7 725
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	25 376	26 032
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 207	4 224
	121	29 583	30 256

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	15 895 386	15 895 386	14 559 054
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 880 303	2 880 303	3 151 091
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	982 123	982 123	1 038 371
Activités de fonctionnement	8	1 596 880	1 596 880	1 597 644
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	21 354 692	21 354 692	20 346 160
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 860 347	1 860 347	1 738 137
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 668 936	1 668 936	1 831 075
Autres				
▪ Contrôle biologique moustiques	16.1	129 749	129 749	179 655
Centres d'urgence 9-1-1	17	86 233	86 233	76 824
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 745 265	3 745 265	3 825 691
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 745 265	3 745 265	3 825 691
	27	25 099 957	25 099 957	24 171 851

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	139 587	139 587	135 286
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	416 811	416 811	395 690
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	767 760	767 760	728 856
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	1 324 158	1 324 158	1 259 832
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	27 492	27 492	26 650
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	927	927	952
Taxes d'affaires	38			
	39	28 419	28 419	27 602
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	90 935	90 935	86 732
	42	90 935	90 935	86 732
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	781	781	781
	45	781	781	781
	46	1 444 293	1 444 293	1 374 947

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			50 000
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49	22 653	22 653	
Autres	50	7 609	7 609	3 642
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	76 913	76 913	24 640
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	125 429	125 429	77 307
Réseau de distribution de l'eau potable	64	16 234	16 234	12 180
Traitement des eaux usées	65	352	367	373
Réseaux d'égout	66	170 807	170 841	(74 759)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68	102 234	102 234	100 843
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	53 295	53 295	11 497
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82	41 732	41 732	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	14 430	14 430	13 624
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	95 614	95 614	83 534
Autres	85	73 526	73 526	
Réseau d'électricité	86			
	87	800 828	800 877	302 881

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			162 880
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	69 152	69 152	1 865 486
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			2 189 939
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			(2 283)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111	(35 234)	(35 234)	
Autres	112			
Cours d'eau	113			31 909
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non auditée		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	116		
	Autres	117		
	Sécurité du revenu	118		
	Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	120		
	Rénovation urbaine	121		
	Promotion et développement économique	122		
	Autres	123	770	770
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	124	498 439	498 439
	Activités culturelles			159 737
	Bibliothèques	125		
	Autres	126		
	Réseau d'électricité	127		
		128	533 127	533 127
				4 407 668

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	399 855	399 855	379 107
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	793 897	793 897	231 910
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	1 193 752	1 193 752	611 017
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 527 707	2 527 756	5 321 566

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141	167 273	167 273	199 885
Évaluation	142			
Autres	143	7 981	795	1 106
	144	175 254	168 068	200 991
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	266 434	266 434	137 868
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	266 434	266 434	137 868
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	2 000	2 000	2 000
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	2 000	2 000	2 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	128 345	128 345	99 121
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	756 496	212 738	166 959
Réseaux d'égout	160	445 609	44 410	46 409
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163	98 879	98 879	64 465
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	1 429 329	484 372	376 954

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	298 505	298 505	269 533
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	20 616	20 616	18 829
Autres	181	10 748	10 748	7 067
	182	329 869	329 869	295 429
Réseau d'électricité	183			
	184	2 202 886	1 250 743	1 013 242

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	185		
	Évaluation	186		
	Autres	187	80 833	78 785
		188	80 833	78 785
Sécurité publique				
	Police	189	27 064	26 752
	Sécurité incendie			
	Premiers répondants	190		
	Autres	191	70 507	13 275
	Sécurité civile	192		
	Autres	193		
		194	97 571	40 027
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	195	39 763	10 599
	Enlèvement de la neige	196		
	Autres	197		
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	198		
	Transport adapté	199		
	Transport scolaire	200		
	Autres	201		
	Autres	202		
		203	39 763	10 599
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
	Réseau de distribution de l'eau potable	205	184 112	114 160
	Traitement des eaux usées	206		
	Réseaux d'égout	207		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	208		
	Matières recyclables	209		
	Autres	210		
	Cours d'eau	211		
	Protection de l'environnement	212		
	Autres	213		
		214	184 112	114 160

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	275 259	275 259	295 407
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	11 654	11 654	12 046
Autres	227	7 331	7 331	5 729
	228	294 244	294 244	313 182
Réseau d'électricité	229			
	230	696 523	696 523	556 753
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 899 409	1 947 266	1 569 995

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	155 255	155 255	116 906
Droits de mutation immobilière	233	2 328 275	2 328 275	1 369 909
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	2 483 530	2 483 530	1 486 815
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	414 015	414 015	390 018
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	198 343	198 343	287 435
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	310 611	310 611	275 666
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			1 964
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			413 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	99 913	99 913	104 347
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	51 638	51 638	38 922
Autres contributions	247	244 815	244 815	
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	405 910	405 910	364 901
	250	802 276	802 276	923 134
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	541 918		541 918	541 918	476 225
Greffes et application de la loi	2	1 002 445		1 002 445	1 002 445	910 316
Gestion financière et administrative	3	2 259 156	113 874	2 373 030	2 312 047	2 434 851
Évaluation	4	422 665		422 665	422 665	262 662
Gestion du personnel	5	626 983		626 983	626 983	491 315
Autres						
▪	6.1					
	7	4 853 167	113 874	4 967 041	4 906 058	4 575 369
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	2 258 049		2 258 049	2 258 049	2 162 212
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	2 712 717	272 911	2 985 628	2 985 628	2 129 157
Sécurité civile	11	15 326		15 326	15 326	19 662
Autres	12	233 665		233 665	233 665	212 945
	13	5 219 757	272 911	5 492 668	5 492 668	4 523 976
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 218 071	1 912 872	4 130 943	4 130 943	4 064 803
Enlèvement de la neige	15	2 066 387	42 570	2 108 957	2 108 957	2 338 189
Éclairage des rues	16	145 962	88 181	234 143	234 143	232 380
Circulation et stationnement	17	163 871	27 200	191 071	191 071	316 914
Transport collectif						
Transport en commun	18	225 768		225 768	225 768	157 784
Transport aérien	19	118 557	49 944	168 501	168 501	223 266
Transport par eau	20					
Autres	21		36 011	36 011	36 011	36 004
	22	4 938 616	2 156 778	7 095 394	7 095 394	7 369 340

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 013 850	443 175	1 457 025	1 377 220	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	807 826	566 713	1 374 539	1 002 183	
Traitement des eaux usées	25	1 731 939	43 243	1 137 885	1 159 664	
Réseaux d'égout	26	932 782	691 951	1 490 197	1 466 962	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	677 024		677 024	632 907	
Élimination	28	250 601	9 997	260 598	237 080	
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	452 353		452 353	430 314	
Tri et conditionnement	30	266 914		266 914	138 196	
Matières organiques						
Collecte et transport	31	358 937		358 937	338 373	
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	34					
Plan de gestion	35	115 310		115 310	110 070	
Autres	36	78 627		78 627	74 599	
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	153 136		153 136	108 736	
Autres	39	146 938		146 938	163 581	
	40	6 986 237	1 755 079	8 741 316	7 239 885	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	98 525		98 525	93 462	
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	98 525		98 525	93 462	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	896 527	5 646	902 173	902 173	1 056 278
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	184 861		184 861	184 861	204 153
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52					
	53	1 081 388	5 646	1 087 034	1 087 034	1 260 431
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	104 046	9 508	113 554	113 554	101 948
Patinoires intérieures et extérieures	55	711 412	52 159	763 571	763 571	483 463
Piscines, plages et ports de plaisance	56	846 094	2 104	848 198	848 198	621 558
Parcs et terrains de jeux	57	1 806 778	368 936	2 175 714	2 175 714	2 054 117
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	5 157		5 157	5 157	5 193
Autres	60	73 418		73 418	73 418	43 631
	61	3 546 905	432 707	3 979 612	3 979 612	3 309 910
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	187 248		187 248	187 248	110 715
Bibliothèques	63	1 334 041	33 455	1 367 496	1 367 496	1 162 729
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	1 521 289	33 455	1 554 744	1 554 744	1 273 444
	68	5 068 194	466 162	5 534 356	5 534 356	4 583 356

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	1 190 365		1 190 365	1 224 892	1 100 106
Autres frais	71	116 960		116 960	121 477	131 864
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	(104)		(104)	(104)	18 595
	74	1 307 221		1 307 221	1 346 265	1 250 565
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	4 770 450 (	4 770 450)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	838 800	838 800	1 227 056
Usines de traitement de l'eau potable	2	289 578	289 578	30 597
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 722 997	1 722 997	774 099
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 608 869	2 608 869	2 088 207
Ponts, tunnels et viaducs	7	46 797	46 797	
Systèmes d'éclairage des rues	8	12 792	12 792	15 460
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	277 875	277 875	96 870
Autres infrastructures	11	1 878	1 878	194 758
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	365 624	365 624	258 343
Édifices communautaires et récréatifs	14	455 215	455 215	28 723
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	724 864	724 864	764 375
Ameublement et équipement de bureau	18	48 919	48 919	10 498
Machinerie, outillage et équipement divers	19	471 026	511 618	178 043
Terrains	20	36 380	36 380	46 343
Autres	21			
	22	7 901 614	7 942 206	5 713 372

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	838 800	838 800	1 227 056
Usines de traitement de l'eau potable	2	289 578	289 578	30 597
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 722 997	1 722 997	774 099
Autres infrastructures	5	2 948 211	2 948 211	2 395 295
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	2 102 028	2 142 620	1 286 325
	12	7 901 614	7 942 206	5 713 372

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 495 789	123 217	788 890	9 830 116
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 781 750	1 385 383	2 511 055	26 656 078
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	38 277 539	1 508 600	3 299 945	36 486 194
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 155 166	998 993	379 423	5 774 736
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 155 166	998 993	379 423	5 774 736
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	356 938	51 007	37 382	370 563
	15	5 512 104	1 050 000	416 805	6 145 299
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 512 104	1 050 000	416 805	6 145 299
	19	43 789 643	2 558 600	3 716 750	42 631 493
Dettes en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	43 789 643	2 558 600	3 716 750	42 631 493

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	41 079 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	5 169 164
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5.1	
--------	-----	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	689 897
--	---	---------

Débiteurs	8	5 774 736
-----------	---	-----------

Autres montants	9	370 562
-----------------	---	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres	11.1	
--------	------	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	39 412 969
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	13	1 699 120
--	----	-----------

Endettement net à long terme	14	41 112 089
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	15	2 671 782
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	43 783 871
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
--	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	43 783 871
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	399 102	399 102	198 484
Autres	3	387 149	387 149	414 036
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	95 676	95 676	75 027
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			18 657
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 250 080	14 459	(5 772)
Matières résiduelles	12	234 997	234 997	211 702
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	65 908	65 908	
Autres	15	8 178	8 178	12 314
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	161 518	161 518	253 991
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	178 251	178 251	193 431
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	342 457	342 457	284 990
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	3 123 316	1 887 695	1 656 860

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 901 614	5 710 606
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 901 614	5 710 606

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,00	37,50	66 300,00	3 133 170	623 284	3 756 454
Professionnels	2	7,00	2,00	168,00	58 669	3 307	61 976
Cols blancs	3	44,00	32,50	74 360,00	3 260 436	642 658	3 903 094
Cols bleus	4	47,00	40,00	97 984,00	2 829 086	574 920	3 404 006
Policiers	5						
Pompiers	6	18,00	37,50	35 100,00	1 012 464	149 643	1 162 107
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	150,00		273 912,00	10 293 825	1 993 812	12 287 637
Élus	9	7,00			255 656	43 273	298 929
	10	157,00			10 549 481	2 037 085	12 586 566

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	125 429				125 429
Réseau de distribution de l'eau potable	3	16 234				16 234
Traitement des eaux usées	4	352				352
Réseaux d'égout	5	170 807				170 807
Autres	6	1 659 105	482 486	50 641	22 653	2 214 885
	7	1 971 927	482 486	50 641	22 653	2 527 707

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	51 408	65 451
	4	51 408	65 451
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	79 113	58 060
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	79 113	58 060
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	453 595	387 013
Enlèvement de la neige	12	31 650	31 475
Autres	13		
Transport collectif	14	473	778
Autres	15	38 192	36 855
	16	523 910	456 121
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	179 849	186 546
Réseau de distribution de l'eau potable	18	94 576	87 366
Traitement des eaux usées	19	2 225	2 219
Réseaux d'égout	20	178 220	159 265
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	1 528	171
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	456 398	435 567
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	18 163	19 093
Rénovation urbaine	34	1 832	3 104
Promotion et développement économique	35	5 411	6 510
Autres	36		
	37	25 406	28 707
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	112 883	108 520
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	3 202	3 980
Autres	40	54 901	51 112
	41	170 986	163 612
Réseau d'électricité	42		
	43	1 307 221	1 207 518

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bernard Bigras-Denis	1.1 Maire	62 824	19 422	23 438	
Hugo Lajoie	1.2 Maire suppléant	22 799	11 399		
Guyline Desforges	1.3 Conseiller	17 730	8 865		
Christian David	1.4 Conseiller	17 730	8 865		
Virginie Filiatrault	1.5 Conseiller	17 730	8 865		
Aline Gravel	1.6 Conseiller	17 730	8 865		
Gaétan Larose	1.7 Conseiller	17 730	8 865		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 4 050 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 42 730 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 71 779 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 519 056 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☒ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC d'Argenteuil

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ 37 000 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 342 884 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ 401-11-2019

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2019-11-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____ 1

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____ 1

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 1 332

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 652

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____ 2

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-07-07

Nom du signataire : Marie-Josée Fournier

Fonction du signataire : Dir., Service des finances et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-07-15

Date et heure de la dernière modification : 2025-07-09 15:31

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	32 136 648	32 439 300	35 302 286	1 235 670	34 350 192
Investissement	2	4 261 739	6 457 000	775 681		775 681
	3	36 398 387	38 896 300	36 077 967	1 235 670	35 125 873
Charges	4	31 627 308	35 738 076	34 323 555	1 393 992	33 529 783
Excédent (déficit) lié aux activités	5	4 771 079	3 158 224	1 754 412	(158 322)	1 596 090
Moins : revenus d'investissement	6 (	4 261 739)(	6 457 000)(	775 681)(	) (	775 681)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	509 340	(3 298 776)	978 731	(158 322)	820 409
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 686 299	4 657 276	4 770 450	365 075	5 135 525
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	30 000				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 060 200)(	2 840 800)(	3 093 100)(	206 844)(	3 299 944)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	589 389)(	98 600)(	39 867)(	(723))(	39 144)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 449 020	1 580 900	1 895 484	7 970	1 903 454
Autres éléments de conciliation	13	422 100		97 831		97 831
	14	2 937 830	3 298 776	3 630 798	166 924	3 797 722
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 447 170		4 609 529	8 602	4 618 131

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 963 931	4 109 336	4 503 406	4 515 945
Débiteurs	2	21 067 039	19 677 329	19 674 687	20 923 771
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4	279 931	284 274	284 274	279 931
Autres	5	4 496 742	4 394 568	4 394 568	4 496 742
	6	29 807 643	28 465 507	28 856 935	30 216 389
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8				
Créditeurs et charges à payer	9	5 633 584	6 523 073	6 584 305	5 653 677
Revenus reportés	10	1 251 907	1 247 258	1 247 258	1 251 907
Dettes à long terme	11	41 701 433	40 790 977	42 333 927	43 455 047
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13	450 000	450 000	450 000	450 000
	14	49 036 924	49 011 308	50 615 490	50 810 631
Actifs financiers nets (dettes nettes)	15	(19 229 281)	(20 545 801)	(21 758 555)	(20 594 242)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	91 944 485	95 075 649	101 573 580	98 766 899
Autres	17	1 495 214	1 434 982	1 448 936	1 495 214
	18	93 439 699	96 510 631	103 022 516	100 262 113
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	7 721 478	9 238 704	9 313 667	7 797 620
Excédent de fonctionnement affecté	20	3 351 723	3 649 955	3 649 955	3 351 723
Réserves financières et fonds réservés	21	1 664 634	2 034 373	2 459 731	2 088 182
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	3 161 000)(	2 692 300)(	4 031 365)(	4 641 984)
Financement des investissements en cours	23	1 108 192	(3 940 424)	(4 087 052)	1 002 880
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	63 525 391	67 674 522	73 959 025	70 069 450
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	74 210 418	75 964 830	81 263 961	79 667 871

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2024	1.1	2 066 700	1 593 000
▪ Prog. économie d'eau potable	1.2	167 366	184 103
▪ Développement parcs industriels	1.3	360 171	447 171
▪ Engagements	1.4	24 320	59 628
▪ Covid-19 (exercice suivant)	1.5		62 700
▪ Mandat d'évaluation	1.6	486 785	602 195
▪ Études&avants-projets rég.emp.	1.7	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	1.8		19 090
▪ Équipement parcs, signalisation et plantation arbres	1.9	108 051	197 274
▪ Dénégement	1.10	100 000	
▪ Intervention incendie	1.11	50 000	
▪ Prévoyance	1.12	100 000	
	2	3 649 955	3 351 723
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	3 649 955	3 351 723
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	1 134 476	1 246 491
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	689 897	238 143
Organismes contrôlés et partenariats	10	425 358	423 548
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	210 000	180 000
Autres			
▪	14.1		
	15	2 459 731	2 088 182
	16	6 109 686	5 439 905

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	39 412 969
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	43 783 871

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	26 656 078	27 781 750
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	9 830 116	10 495 789
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 774 736	5 155 166
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	370 563	356 938
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	42 631 493	43 789 643

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	24 171 851	25 173 500	25 099 957	25 099 957
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 374 947	1 435 300	1 444 293	1 444 293
Quotes-parts	14				
Transferts	15	913 607	1 597 200	1 994 580	1 994 629
Services rendus	16	2 480 022	2 385 400	2 899 409	1 947 266
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 164 268	1 386 100	3 095 888	3 095 888
Autres	18	1 031 953	461 800	768 159	768 159
	19	32 136 648	32 439 300	35 302 286	34 350 192
Investissement					
Taxes	20		40 000		
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 407 668	5 917 000	533 127	533 127
Autres	23	(145 929)	500 000	242 554	242 554
	24	4 261 739	6 457 000	775 681	775 681
	25	36 398 387	38 896 300	36 077 967	35 125 873

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	4 853 167	113 874	4 967 041	4 906 058	4 575 369
Sécurité publique						
Police	2	2 258 049		2 258 049	2 258 049	2 162 212
Sécurité incendie	3	2 712 717	272 911	2 985 628	2 985 628	2 129 157
Autres	4	248 991		248 991	248 991	232 607
Transport						
Réseau routier	5	4 594 291	2 070 823	6 665 114	6 665 114	6 952 286
Transport collectif	6	344 325	49 944	394 269	394 269	381 050
Autres	7		36 011	36 011	36 011	36 004
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	4 486 397	1 745 082	6 231 479	5 459 646	5 006 029
Matières résiduelles	9	2 199 766	9 997	2 209 763	2 209 763	1 961 539
Autres	10	300 074		300 074	300 074	272 317
Santé et bien-être	11	98 525		98 525	98 525	93 462
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	896 527	5 646	902 173	902 173	1 056 278
Promotion et développement économique	13	184 861		184 861	184 861	204 153
Autres	14					
Loisirs et culture	15	5 068 194	466 162	5 534 356	5 534 356	4 583 354
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 307 221		1 307 221	1 346 265	1 250 565
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	29 553 105	4 770 450	34 323 555	33 529 783	30 896 382
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 770 450 (	4 770 450)			
	21	34 323 555		34 323 555	33 529 783	30 896 382

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 261 739	775 681		775 681
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 710 606)(	7 901 614)(	40 592)(	7 942 206)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	161 007)(	)	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 010 100	1 508 600		1 508 600
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	589 389	39 867	(723)	39 144
Excédent accumulé	6	889 704	980 603		980 603
	7	(1 382 420)	(5 372 544)	(41 315)	(5 413 859)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 879 319	(4 596 863)	(41 315)	(4 638 178)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14